

DELIBERATION N° 81/78 : REMUNERATION DES HEURES SUPPLEMENTAIRES EFFECTUEES
PAR LE PERSONNEL ENSEIGNANT POUR LE COMPTE ET A LA
DEMANDE DES COLLECTIVITES LOCALES

Monsieur REMY, rapporteur, informe l'Assemblée qu'il conviendrait d'allouer une rémunération aux instituteurs et directeurs d'écoles pour correction des épreuves écrites des concours pour le compte et à la demande de la Commune.

Il précise qu'une note de service N° 81-180 du 27 Avril 1981, parue dans le Bulletin Officiel de l'Education Nationale N° 18 rappelle :

"En application du décret du 14 Octobre 1966 et de l'arrêté du 25 Avril 1968, les heures supplémentaires effectuées pour le compte et à la demande des collectivités locales doivent être rémunérées sur la base du taux horaire maxima fixé à 48 F 25 au 1er Avril 1981".

Monsieur REMY propose à l'Assemblée l'adoption de ce taux de rémunération avec effet rétroactif au 1er Janvier 1981.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré,

- décide de rémunérer les heures supplémentaires effectuées par les instituteurs et directeurs d'écoles pour le compte et à la demande de la Commune au taux de rémunération horaire de 48 F 25, avec effet rétroactif au 1er Janvier 1981,
- précise que le taux horaire suivra l'évolution des rémunérations du personnel enseignant qui sera fixé par décret ministériel,
- indique que les crédits nécessaires ont été inscrits au budget primitif 1981 à l'article 615.